Avis de convocation / avis de réunion

TELEVISTA

Société anonyme
au capital de 815.115,60 euros
Siège social : 58, boulevard Emile Augier, 75116 Paris

447 928 102 R.C.S. Paris

Avis de réunion valant avis de convocation

Les actionnaires de la société Télévista sont convoqués **le lundi 16 juillet 2018, à 9 heures 30**, au 11 rue des Peupliers, 92100 Boulogne Billancourt en assemblée générale mixte, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

I. <u>De la compétence de l'assemblée générale ordinaire</u>

- lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration sur l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;
- lecture du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et de son rapport spécial sur les conventions régies par les Articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce;
- approbation des comptes annuels dudit exercice ;
- approbation des charges non déductibles ;
- affectation du résultat de cet exercice ;
- distribution exceptionnelle par prélèvement sur la prime d'émission ;
- approbation des conventions régies par les Articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ;
- renouvellement du mandat d'un administrateur ;
- quitus aux administrateurs ;
- pouvoirs ;
- questions diverses.

II. De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire

- lecture du rapport du Conseil d'administration ;
- lecture du rapport du Commissaire aux comptes sur l'augmentation de capital réservée aux salariés ;
- augmentation de capital réservée aux salariés conformément à l'article L. 225-129-6, al.2 du Code de commerce et à l'article L. 3332-18 et suivants du Code du Travail ;
- questions diverses ; et
- pouvoirs pour les formalités.

* *
*****

I. <u>De la compétence de l'assemblée générale ordinaire</u>

Première résolution - (Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2017)

Lecture faite du rapport de gestion du Conseil d'administration sur l'activité et la situation de la Société et du rapport du Commissaire aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, l'Assemblée Générale des actionnaires, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et les annexes, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Ces comptes se traduisent par un bénéfice de l'exercice s'élevant à 189.707 €.

Deuxième résolution - (Affectation du résultat)

L'Assemblée Générale des actionnaires, approuve l'affectation de ce bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2017, s'élevant à 189.707 € telle qu'il lui est proposé par le Conseil d'administration. L'Assemblée Générale, constatant l'existence d'un bénéfice de 189.707 € au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 décide, sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice, de la manière suivante :

- Bénéfice de l'exercice .....189.707 €
- 5% à la réserve légale .....9.485 €

- Le solde, soit .....180.222 €
- Dividende d'un montant de .....180.222 €

Il sera distribué, à chacune des actions de la Société ayant droit au dividende, un dividende de 0,2653 €, sur la base du nombre d'actions constituant le capital social au 31 décembre 2017, soit 679.263 actions.

Le dividende sera détaché le 19 juillet 2018 et mis en paiement à compter du 5ème jour de bourse suivant la date de tenue effective de l'Assemblée Générale, soit le 23 juillet 2018.

Lorsqu'il est versé à des personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis soit, à un prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 % (article 200 A du Code général des impôts - (CGI)), soit, sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après notamment un abattement de 40 % (article 200 A, 13, et 158 du CGI). Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, il est rappelé que la Société n'a pas procédé à la distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices. Pour mémoire, l'assemblée générale du 30 juin 2017 a décidé de procéder au remboursement en numéraire d'une somme prélevée sur le compte « Primes d'émission » d'un montant total de 1.407.513,46 euros.

Troisième résolution (Distribution exceptionnelle par prélèvement sur la prime d'émission).

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017, décide de procéder au remboursement en numéraire d'une somme prélevée sur le compte « Primes d'émission » s'élevant au 31 décembre 2017 à la somme de 1.866.842 €, d'un montant total de 156.230 €, soit 0,23 € par action, sur la base d'un capital composé de 679.263 actions de 1,20 €

de valeur nominale chacune, à la date du 31 décembre 2017. Le droit à remboursement sera détaché à compter du 19 juillet 2018 et la date de mise en paiement est fixée à compter du 23 juillet 2018.

L'assemblée générale confère en tant que de besoins, tous les pouvoirs au Conseil d'administration pour assurer la bonne fin des opérations objet de la présente résolution.

En application des dispositions de l'article 112.1° du Code général des impôts, ne sont pas considérés comme des revenus distribués imposables les sommes réparties au profit des actionnaires représentant le caractère de remboursement d'apport ou de prime d'émission, à condition que tous les bénéfices et réserves autres que la réserve légale aient été auparavant répartis (BOI-RPPM-RCM-10-20-30-10 n° 150 et 160, en date du 12 septembre 2012). Au regard de ces dispositions, le montant versé constitue un remboursement d'apport pour sa totalité.

Quatrième résolution - (Approbation des charges et dépenses non déductibles)

En application des dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée générale des actionnaires constate qu'il n'y a pas eu de dépenses et charges non déductibles.

Cinquième résolution - (Conventions réglementées)

L'Assemblée Générale des actionnaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial établi par le Commissaire aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce, approuve successivement chacune des conventions qui y sont visées.

Sixième résolution - (Renouvellement du mandat d'un administrateur)

L'Assemblée Générale des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'administration, prend acte que le mandat d'administrateur de Monsieur Nicolas Bonard vient à expiration ce jour.

L'Assemblée Générale des actionnaires décide de renouveler le mandat de Monsieur Nicolas Bonard, pour une durée de trois exercices venant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale des actionnaires se prononçant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Septième résolution - (Quitus)

L'Assemblée Générale des actionnaires, après lecture du rapport du Conseil d'administration, donne quitus aux membres du Conseil d'administration de leur gestion au cours de l'exercice.

Huitième résolution - (Pouvoirs pour les formalités légales)

L'Assemblée Générale des actionnaires, confère tous pouvoirs aux porteurs d'un original, de copies ou d'extraits du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

II. De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire

Neuvième résolution - (Augmentation de capital réservée aux salariés conformément à l'article L.225-129-6 du Code de commerce et aux articles L.3332-18 à L.3332-24 du Code du travail)

L'assemblée générale des actionnaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial du Commissaire aux comptes, en application des articles L.225-129-6 et L.225-138 du Code de commerce, de déléguer au Conseil d'administration de la Société sa compétence afin de procéder à une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de

souscription au profit des salariés de la Société, conformément aux dispositions des articles L.3332-18 à L.3332-24 du Code du travail, d'un montant total maximal de **50.000** € par l'émission d'un nombre maximal de 50.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1 € chacune , à libérer intégralement lors de la souscription en numéraire.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seraient déposés sur le compte bancaire bloqué ouvert à cet effet au nom de la Société, au titre de l'augmentation de capital dans les livres de la Banque.

Les actions seraient, dès leur création, soumises à toutes les dispositions des statuts et jouiront des mêmes droits que les actions émises antérieurement à compter du premier jour de l'exercice social en cours.

Il serait en outre délégué au Conseil d'administration, tous pouvoirs à l'effet de :

fixer la liste précise des bénéficiaires au sein de la catégorie de salariés ainsi que le nombre de titres à attribuer à chacun d'eux ;

déterminer le prix de souscription des actions à émettre dans le respect des exigences légales et réglementaires et notamment de l'article L.3332-20 du Code du travail ;

- procéder à la clôture anticipée de la souscription ou proroger sa date, le cas échéant ;
- recueillir la souscription des actions, recevoir les versements et en faire le dépôt à la banque précitée ;
- obtenir du dépositaire des fonds le certificat attestant la souscription de l'augmentation de capital ;
- apporter aux statuts de la Société les modifications corrélatives ; et
- plus généralement, accomplir tous actes et toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires à la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Dixième résolution - (Pouvoirs pour les formalités légales)

L'Assemblée Générale des actionnaires, confère tous pouvoirs aux porteurs d'un original, de copies ou d'extraits du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

* *
*

Tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'ils détiennent, pourront prendre part aux délibérations de l'assemblée.

Les demandes d'inscription de projets de résolution à l'ordre du jour doivent être envoyées dans les conditions prévues par l'article R.225-73 du Code de commerce, à compter de la publication du présent avis de réunion valant avis de convocation et jusqu'à 25 jours avant la date de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

A défaut d'assister personnellement à cette assemblée, les actionnaires peuvent voter par correspondance, donner pouvoir au Président de l'assemblée, se faire représenter par leur conjoint ou par un mandataire lui-même actionnaire.

Pour participer à l'assemblée, les actionnaires doivent justifier de la propriété de leurs titres, conformément à l'article R.225-85 du Code de commerce, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris :

— pour l'actionnaire nominatif, par l'inscription de ses actions sur les registres de la Société ;

— pour l'actionnaire au porteur, sa participation est subordonnée à l'enregistrement comptable de ses actions, à son nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte (dans le cas d'un actionnaire non résident), au plus tard 2 jours ouvrés avant la date de l'assemblée, dans son compte titres tenu par l'intermédiaire bancaire ou financier qui le gère. L'enregistrement comptable des titres doit être constaté par une attestation de participation délivrée par son intermédiaire habilité, qui apportera ainsi la preuve de sa qualité d'actionnaire. Cette attestation de participation doit être jointe au formulaire de vote par correspondance ou par procuration, ou à la demande de carte d'admission, adressés, par l'intermédiaire habilité, à Caceis Corporate Trust – Direction des Opérations - Assemblées Générales – 14, rue Rouget de Lisle – 92130 Issy-les-Moulineaux ct-mandataires-assemblees@caceis.com.

Un formulaire de vote par correspondance ou par procuration sera adressé directement aux actionnaires nominatifs. Les actionnaires au porteur pourront demander ce formulaire par lettre adressée ou déposée au siège social ou adressée à Caceis Corporate Trust (à l'adresse ci-dessus) ou encore à l'intermédiaire auprès duquel leurs titres sont inscrits, à compter de la date de convocation de l'assemblée. Cette lettre devra être parvenue à Caceis Corporate Trust (à l'adresse ci-dessus), ou au siège social au plus tard 6 jours avant la date de réunion de cette assemblée.

Le formulaire de vote par correspondance ou par procuration dûment complété et signé devra être renvoyé de telle façon que Caceis Corporate Trust ou la Société puisse le recevoir au plus tard 3 jours avant la tenue de l'assemblée. Pour les actionnaires au porteur, l'attestation de participation visée à l'Article L.225-85 du Code de commerce devra être annexée au formulaire.

L'actionnaire qui aura exprimé son vote par correspondance, envoyé un pouvoir ou demandé une carte d'admission ou une attestation de participation dans les conditions visées ci-dessus ne pourra plus choisir un autre mode de participation à l'assemblée.

Les questions écrites mentionnées à l'Article L.225-108 alinéa 3 du Code de commerce devront être envoyées, au siège social, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président du Conseil d'administration, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la société par son mandataire Caceis Corporate Trust, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Pour cette assemblée, il n'est pas prévu de vote par des moyens électroniques de communication et, de ce fait, aucun site visé à l'article R.225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

Le Conseil d'Administration.